à amasser pour la collectivité la plus grande somme de biens. Aux particuliers ensuite de venir puiser à ce trésor ce dont ils ont besoin pour développer *eux-mêmes* leur propre bonheur.

L'Eglise agit plus directement sur les individus ; elle poursuit de ses attentions chacun de ses membres. Et cela s'explique par le fait qu'à l'encontre de l'Etat, elle a une fin identique à celle de chaque homme et que les moyens de parvenir à cette fin ne sont pas entre les mains des individus, mais bien entre les siennes propres.

En outre, le bonheur que l'Etat est chargé de procurer à la famille humaine doit convenir à l'homme tel qu'il est, à l'homme pris avec toute sa nature et l'ensemble de ses aspirations. Or les membres de la société civile ne sont pas simplement des hommes qui cherchent les jouissances de cette vie ; mais ce sont des hommes *chrétiens*, travaillant en même temps, et d'abord tout, à la grande affaire du salut éternel. Par conséquent le bonheur qui leur convient doit être en harmonie avec leur destinée suprême ; et l'Etat par le fait même qu'il a mission de promouvoir les intérêts de ses sujets ne peut pas faire abstraction du premier de ces intérêts.

D'où nous devons conclure que l'Etat tend *directement* à procurer le bonheur temporel, et *indirectement* à procurer le bonheur éternel.

De même l'Eglise, qui a pour fin *directe* la béatitude céleste, concourt aussi *indirectement* à la prospérité de ce monde en tant qu'elle veille à la moralité qui est le fondement de la tranquillité publique.

Il nous sera facile maintenant de résumer en peu de mots ce qui caractérise la fin des deux sociétés.

La fin de l'Eglise est spirituelle et surnaturelle ; celle de l'Etat est temporelle et naturelle.

Dans la hiérarchie des fins, celle de l'Eglise est placée au sommet ; celle de l'Etat occupe un rang inférieur.

La fin de l'Eglise est indépendante et en elle-même et en raison de la matière sur laquelle elle s'exerce ; la fin de l'Etat, indépendante dans sa sphère, est en elle-même subordonnée à une fin supérieure.

Pour nous la fin de l'Eglise est nécessaire d'une manière absolue ; celle de l'Etat n'a qu'une nécessité relative.

De la fin de l'Eglise et de celle de l'Etat ainsi mises en lumière, découlent naturellement bien des conclusions : il nous suffira de les relever pour déterminer la nature de ces deux sociétés, donner la mesure de leurs pouvoirs respectifs, indiquer le rang qu'elles occupent l'une par rapport à l'autre et délimiter les relations qui doivent exister entre elles.